



Fédération des Centres  
sociaux et Socioculturels  
de France

10, rue Montcalm  
BP 379  
75869 Paris Cedex 18  
Tél. 33 (0)1 53 09 96 16  
Fax 33 (0)1 53 09 96 00  
fcsf@centres-sociaux.fr  
www.centres-sociaux.fr

## Mouvement des « gilets jaunes »

### Nous sommes concernés.

*Conseil d'Administration de la FCSF du 8 décembre 2018*

Depuis bientôt un mois, la France vit au rythme du mouvement des « gilets jaunes ». Ce mouvement est complexe, spontané, nouveau dans ses formes de mobilisation et d'expression et les questions de justice sociale, de démocratie, de dignité sont au cœur des revendications. Elles sont aussi le cœur de notre projet politique tel qu'il a été réaffirmé durant l'Escale en Flandre Maritime et tel qu'il a été adopté au Conseil d'Administration national du 8 décembre 2018.

L'envie des citoyens, des habitants, de chacun et chacune, d'être pris en compte, écouté et entendu, l'envie de pouvoir jouer un rôle actif dans les prises de décisions concernant les politiques publiques, l'envie de plus de justice, de moins d'inégalités, l'envie de participer à la vie de son territoire sont autant de visées politiques que nous portons aussi avec constance au sein de notre projet fédéral.

Alors oui, le mouvement des gilets jaunes nous concerne, interpelle notre réseau dans ses façons de porter le projet politique, dans ses façons d'agir et sur le rôle que le réseau pourrait avoir dans ce mouvement.

Au travers de leur accueil, des propositions de services et d'activités, de leur capacité à faire émerger les difficultés et les problèmes, les projets et solutions, les centres sociaux dialoguent avec les habitants au quotidien. Ils agissent avec eux sur des questions importantes pour eux. Ils sont aussi les interlocuteurs des collectivités et des institutions. Ils proposent des espaces de débats et de réponses collectives aux questions de ce quotidien prégnant pour beaucoup d'entre eux.

En cohérence avec nos valeurs et notre projet fédéral partagé, le conseil d'administration réaffirme que le rôle des centres sociaux est d'être ainsi au côté des habitants et des acteurs des territoires. Si nous pouvons contribuer à l'arrêt des violences, c'est de cette place, en contribuant au recueil des expressions et à la remontée des revendications, en contribuant aux réflexions sur les postures des décideurs pour une meilleure prise en compte des propositions.

Pour cela nous proposons au réseau des centres sociaux et socioculturels et à leurs fédérations :

### ***De donner la parole à ceux que l'on n'entend pas.***

Chaque centre social de notre réseau peut proposer des espaces d'expression à ses adhérents et à tous les habitants et habitantes du territoire où il intervient, sur ce mouvement et sur les questions de fonds qu'il révèle. Au-delà de l'expression, nous pensons que nous pouvons ainsi faire émerger des éléments de compréhension, de renforcer l'appropriation des sujets abordés et de susciter des envies de dialogues.

### ***De favoriser le dialogue et le débat***

Respectueux des nombreuses expressions et revendications qui s'expriment mais convaincu que c'est par le dialogue que l'on favorise la cohésion sociale pour une vision partagée d'un monde plus juste, les compétences des centres sociaux peuvent être mobilisées - en lien avec des « gilets jaunes », en lien avec des élus, en lien avec d'autres associations. Nous saluons et soutenons tous ceux qui s'engagent dans la voie de ces dialogues.

### ***De faire entendre notre projet politique partagé***

Aujourd'hui, nous le voyons, les attentes de plus de démocratie, de moins d'injustices sociales prennent des formes très diverses voire se contredisent à travers la spontanéité des discours et la forme inorganisée des revendications. Nous pouvons échanger, partager notre vision de la démocratie et de la justice sociale pour contribuer au débat là où les collectifs le souhaiteront, et là où les adhérents des centres sociaux nous sollicitent car impliqués dans ce mouvement des gilets jaunes. Nous pensons disposer pour cela d'une expérience et d'un savoir-faire voir d'une expertise pour passer de la parole individuelle (questionnement ou colère) à la construction collective, car c'est ce que nous défendons depuis 4 ans autour du développement du pouvoir d'agir des habitants.

Le réseau des centres sociaux et leurs fédérations souhaite :

### ***Agir pour une démocratie vivante.***

Nous souhaitons contribuer à une société où

- les individus se sentent pris en compte
- les individus ont les moyens d'appréhender la complexité, de développer leur libre-arbitre,
- les individus sont capables d'influer sur les choses qui les concernent,
- les habitants « acteurs » prennent la main et ne subissent plus,
- la démocratie est plus délibérative : habitants et « représentants » dialoguent, débattent, co-construisent avant de décider
- la coopération prend le pas sur la concurrence

Mais aussi, une société où les personnes s'engagent, assument des responsabilités.

## ***Agir pour moins d'injustices***

Nous souhaitons contribuer à une société où

- chacun.e peut avoir accès à une « Vie Bonne » (« Buen Vivir ») : accès à la culture, accès à l'éducation, droit au répit, droit aux vacances, droits sociaux, protection sociale, accès au numérique, ... pour un bien-être personnel, familial et sociétal
- nous luttons contre les assignations (pauvreté, éducation, ...) : reconnaissance sociale, dignité, s'appuyer sur les ressources des personnes.

## ***Agir pour favoriser, développer et soutenir « le faire société »***

Nous souhaitons contribuer à une société où

- les personnes d'origines (sociales, culturelles, ...) différentes se rencontrent, dialoguent, partagent
- la mixité sociale, l'altérité sont vécues comme des richesses
- les personnes se reconnaissent mutuellement et s'entraident dans la vie quotidienne.

Pour sa part, la Fédération nationale va prendre l'initiative de proposer des rencontres avec les autres acteurs associatifs nationaux afin de partager les analyses, de proposer que chacun prenne sa part face à l'enjeu de dialogue, de débat, dans un esprit de coopération et de responsabilité.

Nous invitons les fédérations locales, les centres sociaux à tenter, eux aussi, de regrouper les acteurs, de croiser les regards pour que chacun puisse agir au service des habitants et des territoires.

Avec toujours, cette attention particulière aux personnes les plus éloignées de l'expression publique, de l'action collective, au point de se sentir « invisibles » ou ignorées.

Agissons au côté des habitants ! Agissons avec les acteurs locaux ! Écoutons, recueillons la parole, débattons, proposons nos outils au service du débat !

**Le Conseil d'Administration de la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France.**

**Samedi 8 décembre 2018**